



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**COUR D'APPEL DE PAPEETE**  
Service Administratif Régional

## **ACCORD-CADRE MULTI-TECHNIQUES**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P) COMMUN A TOUS LES LOTS**

**Multi techniques pour des prestations de maintenance, d'exploitation  
d'entretien et de réparation**

*des juridictions du Ressort de la cour d'appel de Papeete*

**N° CONSULTATION :  
2025-01\_MULTITECHNIQUES\_CA-PPT**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....	6
ARTICLE 4 – INTERVENANTS.....	7
ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES .....	8
ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	9
ARTICLE 7 - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION AU TRAVAIL .....	10
ARTICLE 8 – SECURITE DES SITES .....	10
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERS .....	10
ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS .....	12
ARTICLE 11 - VALIDATION ET MODIFICATION DES PRESTATIONS .....	13
ARTICLE 12 – MARCHES COMPLEMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES .....	14
ARTICLE 13 – EXCLUSIVITE ET CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS.....	15
ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES .....	16
ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ .....	17
ARTICLE 17 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES .....	18
ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	18
ANNEXE CCAP - CHARTE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT .....	19

## **ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **1.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de maintenance, d'exploitation, d'entretien et de réparation des équipements techniques.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre de services.

L'accord-cadre est régi par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) de la consultation est :

- CPV principal : 6115210000 – entretien terrains bâtiments constructions

Les lieux d'exécution du marché :

- PAPEETE - (le palais de justice de Papeete – l'immeuble Papineau – les locaux du tribunal foncier – Maisons TAINA « 27 et 33 »)

- UTUROA– RAITERA (tribunal de première instance de Raiatera)

- ILE MARQUISE (tribunal de NUKU HIVA) - Maison – (LOT 1 uniquement)

La description des prestations et leurs spécificités techniques sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le présent cahier des charges administratives particulières (CCAP) est commun à tous les lots. Il a pour objet de définir les stipulations administratives des prestations, objet de l'accord-cadre.

### **1.2. Réglementation en vigueur**

Le cadre normatif applicable aux marchés publics depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019 est composé de :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

Ci-après génériquement : le code de la commande publique - « CCP ».

### **1.3. Procédure de passation, forme et étendue de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2161-2 et suivants du CCP.

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens de l'article L2125-1, al.1 et R2162-2, al2 du CCP.

Le présent accord-cadre est mono-attributaire pour chacun des lots décrits supra en application de l'article R.2162-14 du CCP.

L'accord-cadre est conclu pour toute sa durée pour tous les lots, sans minimum en valeur et en quantité. En revanche, l'accord-cadre est conclu avec un maximum par lot.

Les montants par lot sont fixés comme suit :

Lot n°	Intitulé du lot	Montant maximum sur la durée du marché de l'accord-cadre
Lot 1	Multi - technique	Sans minimum / maximum 50 000 000 FCFP/HT – 419 000 € HT
Lot 2	CFA	Sans minimum / maximum 10 700 000 FCFP/HT- 89 666 € HT

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 60 700 000 FCFP HT sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions incluses.

#### 1.4. Décomposition de tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations font l'objet de 2 lots et comportent des sections techniques, comme suit :

Lot 1	MULTI-TECHNIQUE
-------	-----------------

N° section	Intitulé section technique	lieu
01	GMAO	PAPEETE
02	Ascenseurs	PAPEETE
03	Onduleurs	TOUS SITES
04	Courant fort	PAPEETE – RAIATERA
05	Climatiseurs	TOUS SITES
06	SSI	TOUS SITES
07	Incendie	PAPEETE
08	Installations photovoltaïque	PAPEETE – RAIATERA
09	Portails et volets roulants	PAPEETE – RAIATERA
10	Gouttières et étanchéités	TOUS SITES
11	Compteurs communicant	PAPEETE

Lot 2	Courant faible (CFA)
-------	----------------------

N° section	Intitulé section technique	Lieux
12	AUTOCOM	PAPEETE – RAIATERA
13	Système de vidéo surveillance	PAPEETE
14	Contrôle d'accès	PAPEETE

## **1.5. Durée et délai d'exécution de l'accord-cadre**

L'accord-cadre prend effet à sa date de notification pour une durée d'un (01) an.

Il est ensuite reconduit tacitement 3 fois pour une durée d'un (01) an à compter de la date anniversaire de sa notification.

La durée globale du marché ne pourra excéder quatre (04) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, la décision de l'acheteur est notifiée au titulaire au moins deux (02) mois avant la fin de la période en cours.

En cas d'absence de reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Chacun des lots précités cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum précité aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## **1.6. Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS), Contrôle technique (CT) Contrôle système de sécurité Incendie (CSSI)**

La coordination générale est assurée par le service immobilier du SAR, ou selon nécessité par un coordinateur SPS extérieur au service. Selon l'opération il pourra également être fait appel un contrôleur technique et à un contrôleur de systèmes de sécurité incendie.

## **1.7. Clause environnementale**

L'accord-cadre prévoit une charte de respect de l'environnement annexée au présent CCAP.

Une attention particulière est demandée concernant les règles essentielles, comme le tri des déchets produits sur le chantier et leur évacuation en décharge agréée ; Les bons de décharge correspondants devront être remis au maître d'œuvre.

Tout manquement à ces règles pourra être sanctionné.

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Fournitures courantes et services, les pièces contractuelles du marché (dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi) sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.
- le mémoire technique proposé dans son offre par le titulaire du marché ;
- les bons de commande ;

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord-cadre/

## **2.1. Pièces générales**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

## **2.2. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances**

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie des pièces particulières constituant l'accord-cadre et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

# **ARTICLE 3 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE**

---

## **3.1. Généralités**

Le présent accord-cadre présente deux types de prestation : exploitation courante et les interventions ponctuelles curatives.

Les prestations définies au CCTP doivent être effectuées par le personnel qualifié.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat qui consiste à respecter les prescriptions du CCTP et à maintenir en parfait état de fonctionnement l'ensemble des installations concernées par les prestations.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à six (06) mois après la fin de la durée de vie du marché à condition que ces bons de commande aient été émis avant l'expiration du marché.

## **3.2. Exécution des prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires annuelles de maintenance, font l'objet de bon de commande, Ces prestations sont précisées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP).

## **3.3. Intervention de maintenance corrective hors prestations forfaitaires**

Les prestations ponctuelles s'effectueront sur devis conformément à l'article 9 du présent CCAP et validé par le Pouvoir Adjudicateur.

Ils feront l'objet de bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins.

Le point de départ et le délai d'exécution sont indiqués, par le pouvoir adjudicateur, dans le bon de commande ; à défaut d'une telle indication, la date de notification du bon de commande marque le point de départ du délai d'exécution.

Tous bons de commande notifiés avant la date d'expiration du marché font partie du marché quelle que soit la durée d'exécution des prestations, sans toutefois être supérieure à six (06) mois.

### **3.4. Garanties**

Les pièces de rechange remplacées sont garanties par le titulaire pendant la garantie légale après leur mise en place sur les équipements (date de signature par le titulaire du compte rendu d'intervention faisant foi), voire au-delà si la garantie du fabricant est supérieure.

En cas de défaut d'entretien caractérisé ayant entraîné la détérioration d'un équipement, sa remise en état ou son remplacement est entièrement à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 4 – INTERVENANTS**

---

### **4.1. Pouvoir adjudicateur**

Le maître d'ouvrage, désigné également pouvoir adjudicateur, est :

L'Etat - Ministère de la justice  
Cour d'appel de Papeete

représenté par le Premier Président de la cour d'appel de Papeete et par le Procureur Général près ladite cour ou ses représentants.

### **4.2. Identification de l'organisme acheteur**

Le service administratif régional de la cour d'appel de Papeete, ci-après « acheteur » est chargé de la coordination de la partie administrative lors de la consultation et durant la durée du marché au titulaire :

Service administratif régional de la cour d'appel de Papeete  
Rue Edouard Ahnne - Immeuble UUPA - 3e étage - Papeete  
BP 101 - 98713 Papeete – Tahiti

Téléphone : 40 50 76 69 – E-mail : [mp.sar.ca-papeete@justice.fr](mailto:mp.sar.ca-papeete@justice.fr)

### **4.3. Coordination**

La coordination générale de la maintenance est assurée par le service immobilier du SAR :

M. Patrick PAGES  
Téléphone : 87 01 00 63 – E-mail : [immo.sar.ca-papeete@justice.fr](mailto:immo.sar.ca-papeete@justice.fr)

### **4.4. Titulaire de l'accord-cadre**

Des notifications du marché, le titulaire désigne un représentant unique, personne physique habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le changement d'interlocuteur unique en cours d'exécution du contrat est soumis à accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur préalablement à la passation de fonction.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et au minima conformément à sa proposition.

## **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DES PARTIES**

---

### **5.1. Obligations du titulaire**

#### **5.1.1.- Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

#### **5.1.2.- Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou qui lui permettrait d'optimiser la bonne exécution des prestations.

#### **5.1.3.- Obligation de confidentialité**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### **5.1.4.- Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

#### **5.1.5.- Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.



Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de :

- Fournir et respecter un planning d'intervention annuel pour les prestations programmées ;
- Exécuter les prestations contractuelles sous sa responsabilité exclusives et dans les conditions optimales de sécurité, de confort et d'économie ;
- Respecter les modalités et délais d'intervention ;
- Mettre à disposition du personnel ayant compétences pour intervenir et disposant de toutes les qualifications et habilitations nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Designier les responsables pouvant représenter le titulaire dans diverses circonstances ;
- Assurer sous sa responsabilité l'organisation du travail la discipline, le respect des consignes et l'efficacité du personnel dont il est responsable ;
- Prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé ;
- Se conformer à toutes les obligations définies par la législation, les normes et règles de l'art ;
- Fournir et mettre en œuvre du matériel conforme aux réglementations et normes en vigueur ;
- N'apporter aucune modification aux installations sans l'accord du coordinateur immobilier du SAR ;
- N'apporter aucune modification des mots de passe de l'installation sans en aviser le coordinateur immobilier du SAR ;
- Restituer à la fin du marché l'ensemble des documents d'exploitation réalisés ainsi que les mots de passe et sauvegardes ;
- Tenir à jour les divers documents constatant la réalisation des tâches.

## **5.2.Obligations de l'administration**

- Chaque service bénéficiaire s'engage dans la mesure du possible et selon ses contraintes à :
- Mettre à disposition du titulaire tous les documents, plans, schémas et notice techniques dont il dispose ;
- Laisser libre accès au personnel du titulaire pour effectuer les prestations. Ce personnel disposera de tout le temps nécessaire pour accomplir sa mission ;
- Informer le personnel titulaire se trouvant dans ses locaux de l'ensemble des réglementations internes ;
- Informer sans délai le titulaire de tout élément susceptible de modifier temporairement les conditions d'accès des sites à entretenir ;
- Respecter l'exclusivité du titulaire. Dans le cas contraire, le service bénéficiaire s'expose à un refus de paiement opposé par le comptable public. Toutefois, une dérogation à ce principe d'exclusivité est prévue aux articles 13.1 du présent CCAP.

## **ARTICLE 6 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur et en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (EU) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées ;

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## **ARTICLE 7 - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION AU TRAVAIL**

---

Les législations, réglementations du travail, et la réglementation sociale doivent être respectées. A ce titre, les personnes intervenantes dans le cadre du présent accord-cadre devront présenter, sur demande, leurs cartes d'identités professionnelles aux services bénéficiaires.

En acceptant les termes du présent accord-cadre, chaque entreprise titulaire est réputée s'engager à respecter les normes et réglementations relatives à la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail en vigueur.

Chaque titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par le pouvoir adjudicateur et les services bénéficiaires.

## **ARTICLE 8 – SECURITE DES SITES**

---

Les contraintes de sécurité propres à chaque site sont précisées en annexe du CCTP (seront précisées des notifications par le coordinateur SAR) et dans le bon de commande. Toutes les indications utiles à la sécurité et à la protection du site pendant la préparation et la réalisation des prestations pourront être annexées

## **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERS**

---

### **9.1. Forme de prix**

L'accord-cadre comprend :

- Des prestations à montant forfaitaire (maintenance préventive)
- Des prestations sur devis (maintenance corrective)

Calcul du montant du devis D à présenter à l'agrément du client :

$D = \text{forfait déplacement} + \text{nombre d'heures d'intervention} \times \text{cout horaire} + \text{prix des fournitures} \times \text{coefficient de peines et soins}$

Les prix des fournitures correspondent au prix d'achat des pièces par le titulaire. A la demande du coordinateur, le titulaire joint un devis une facture remise récente des fournitures.

Le bon de commande vaut notification au titulaire des prix proposés pour les pièces dans le devis.

Les prix nouveaux font l'objet d'un avenant de régularisation à la date anniversaire du marché.

### **9.2. Contenu des prix**

Les prix sont réputés complets et comprennent l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution complète des prestations, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

A cet égard, ils comprennent les frais et charges liés notamment :

- Au coût de la main d'œuvre, les frais de déplacement

- A la mise à disposition du matériel, des produits (y compris produits de traitement pour une prestation dans les règles de l'art), de l'outillage et des engins ainsi que l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations sur site ;
- A tout frais lié à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- Aux frais d'assurance ;
- A tout frais lié à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité e de protection des travailleurs ;
- Aux frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations du respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites ;
- A tout autres frais annexes.

### 9.3. Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois précédant la remise de l'offre** par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0). Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché ;

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prestations forfaitaires sont ensuite révisibles annuellement sur demande écrite du titulaire, adressée au SAR (Service administratif régional de la Cours d'Appel de Papeete), au minimum un (01) mois avant la date anniversaire du marché.

Lors de cette demande écrite, le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au gestionnaire des marchés publics du SAR l'annexe 1 de l'acte d'engagement révisé avec la formule de révision des prix, l'indice utilisé et le taux de révision. L'annexe 1 de l'acte d'engagement révisée n'entrera en vigueur qu'après validation par le gestionnaire des marchés publics.

En l'absence de demande dans ce délai ou à défaut de réponse écrite dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi par le service d'une demande de correction suite à une erreur de calcul, les prix initiaux ou révisés antérieurement resteront applicables pendant une nouvelle année civile.

La révision est effectuée sur l'ensemble des prix par application des formules ci-dessous :

$$P = P_o \times [(0.7 \times (SC1 / SC0)) + (0.3 \times (PSD1 / PSD0))] ]$$

P : prix HT révisé

Po : prix HT initial ou dernier prix HT révisé.

La valeur 1 correspond à la valeur de l'indice **deux mois avant la date anniversaire** de l'accord-cadre.

La valeur O : valeur de l'indice de référence au mois qui précèdent la remise des offres.

### 9.4. Choix des index de référence

- SC = indices sur charges salariales
- PSD = Indice sur produits et services divers

Ces indices sont édités mensuellement par l'institut de la statistique de la Polynésie française, consultables sur internet à l'adresse suivante :

<https://data.ispf.pf/bases/Indices/IndexBTP/DonneesIndicesProduits.aspx>

le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront invariables durant la nouvelle période d'application de la formule et s'appliqueront pour la nouvelle période d'exécution dès la première facturation qui suivra la date anniversaire du démarrage du marché.

## **ARTICLE 10 – MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS**

---

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'ordonnateur.

Les paiements seront effectués par virement sur le compte du titulaire.

### **10.1. Avance**

Les dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-12 du CCP s'appliquent de plein droit, sauf refus exprimé par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement, une avance lui sera accordée si le montant du bon de commande est supérieur à 5 966 587 XPF (soit 50 000 €) et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois ;

- Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché et est non révisable ;
- Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra ou dépassera les 65 % du montant TTC du bon de commande, et devra se terminer lorsque ledit montant aura atteint 80 % ;
- Un délai de paiement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande ;

### **10.2. Intérêt moratoire**

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans les articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est de trente (30) jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R2191-12 et suivants du code de la commande publique.

### **10.3. Mentions obligatoires SUR LA FACTURE**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire : raison sociale, adresse et n° TAHITI ;
- la date d'émission de la facture et numéro de facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- **le code du service exécutant ;**
- **le numéro et la date de l'accord-cadre ;**
- **le numéro de référence et date du bon de commande ;**
- La désignation des prestations ;
- la date d'exécution des services ou des prestations ;
- le prix unitaire / prix forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes et de la ou des taxes à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée et de toute autre taxe découlant de règles d'ordre public, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le RIB

**La facture est obligatoirement accompagnée d'une copie du bon de commande.**

La date de réception de la facture par la personne publique ne peut, en aucun cas, être antérieure au service fait.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

#### **10.4. Taxes et monnaie**

Les prix hors taxes sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et les règles en vigueur au moment de l'exécution des prestations et de toute autre taxe découlant de règles d'ordre public.

L'unité monétaire qui s'applique est le Franc pacifique.

#### **10.5. Modalités de transmission des factures**

Les factures doivent parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à leur réception, de façon dématérialisée sur le portail Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 24 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures sous format électronique via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les micros entreprises sont soumis à cette obligation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique.

Par ailleurs, une exception au « full-demat » est accordée à la Polynésie française au regard de l'article 193 de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (16°bis à l'article L.2192-1).

Auquel cas, les factures « papier » doivent parvenir par tout moyen permettant d'attester la date certaine à leur réception à l'adresse suivante :

Service administratif régional de la cour d'appel de Papeete  
Rue Edouard Ahnne - Immeuble UUPA - 3<sup>e</sup> étage - Papeete  
BP 101 - 98713 Papeete – Tahiti

Il convient de noter que la dématérialisation reste à privilégier.

#### **10.6. Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour l'exécution du présent accord-cadre.

### **ARTICLE 11 - VALIDATION ET MODIFICATION DES PRESTATIONS**

---

#### **11.1. Opérations de vérification**

Les opérations de vérifications sont effectuées sur le lieu d'exécution par la personne publique ou son représentant conformément aux articles 27,28 et 29 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le responsable du service bénéficiaire, pour l'ensemble des sites (coordinateur immobilier du SAR), prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions de l'article 30 du CCAG-FCS.

A l'issue de ces contrôles, l'administration se réserve le droit de faire procéder à une nouvelle prestation s'il s'avère que le résultat n'est pas conforme aux stipulations du bon de commande et des données techniques du CCTP et son annexe.

## **11.2. Admission des prestations**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le coordinateur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour prononcer l'admission des prestations (soit la constatation du service fait), à compter de leur date de fin d'exécution. Au-delà, les prestations sont admises en l'état, à compter de l'expiration du délai.

## **11.3. Rejet des prestations**

En cas de problème ou d'anomalies constatés lors des opérations de vérification, l'ajournement des prestations peut être prononcé et signifié par écrit au titulaire. La notification s'effectue par courrier ou courriel en recommandé (avec preuve de la date d'envoi). Le délai laissé au titulaire pour y remédier au litige et de quinze (15) jours (ce délai peut être prolongé selon les écarts à corriger par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS). Toutefois, si les prestations ne sont toujours pas conformes au marché, l'administration se réserve le droit de les faire exécuter par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées au titulaire.

## **11.4. Admission partielle des prestations**

L'admission partielle de la prestations (ou admissions sous réserve) donne lieu :

Soit à un paiement partiel : la partie réalisée des prestations est admise et donne lieu à un paiement partiel dans l'attente de corrections. Le délai laissé au titulaire pour remédier au litige est de quinze (15) jours (ce délai peut être prolongé selon les anomalies à corriger).

Soit à une réfaction : les prestations sont admises avec réfaction, c'est-à-dire le paiement du solde est diminué du montant des malfaçons ou anomalies constatées lors de la vérification par le service bénéficiaire. Le montant des réfections est calculé au prorata des surfaces (en m<sup>2</sup>) ou des linéaires (en ml) pour lesquels la prestation est rejetée ou de part des prestations qui ne donne pas totalement satisfaction.

D'une manière générale, les rejets et réfections s'appliquent à des défauts d'exécution ou à l'absence de service fait.

L'application des réfections, telle que décrite ci-dessus, est indépendante de celle des pénalités prévues au CCAP et fait l'objet d'une notification préalable à laquelle est joint le résultat de la vérification du service fait. La notification s'effectue par courrier ou courriel en recommandé (ou avec preuve de la date d'envoi). Le titulaire dispose de cinq (05) jours à compter de la date d'envoi pour faire parvenir les éventuelles observations. Passé ce délai, il est réputé accepter la notification.

## **ARTICLE 12 – MARCHES COMPLEMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

En application de l'article R2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire de l'accord-cadre pour des prestations similaires à celles du marché initial.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par l'acheteur avec le titulaire de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 13 – EXCLUSIVITE ET CLAUSE DE REEXAMEN**

---

### **13.1. Exclusivité**

Le service bénéficiaire confère l'exclusivité de la couverture de leur besoin au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre, dans la limite de l'objet du présent contrat et de la réglementation.

Toutefois, la personne publique se réserve le droit de faire réaliser toutes prestations ou travaux par une autres entreprises.

En ce qui concerne les prestations de maintenance annuelle, l'administration ne peut pas prononcer la perte d'exclusivité.

### **13.2. Clause de réexamen**

L'accord-cadre peut être modifié en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, pour ce qui concerne les éléments suivants :

Dans l'hypothèse d'une réorganisation éventuelle des services du ressort du tribunal administrations et des annexes, il conviendra de prendre en compte les évolutions entraînant notamment l'ajout, la suppression et/ou le changement des prestations ou sites stipulés au présent accord-cadre (annexes du CCTP).

En cas d'évolution en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications donnent lieu à notification écrite au titulaire. Le coordinateur technique du SAR respecte un préavis d'un (01) mois pour transmettre au titulaire une fiche descriptive du besoin et convenir de la date d'effet de la modification.

Dans tous les cas, la modification sera finalisée par un avenant au contrat.

### **13.3. Cession de contrat**

En application de l'article R2194-6 du CCP, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, en cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne pas aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.

## **ARTICLE 14 - PÉNALITÉS**

---

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevables, seront réglées par précomptes au moyen notamment de retenues sur les paiements à effectuer au titulaire sur la facture.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en hors taxes.

Les pénalités seront calculées conformément à l'articles 14 du CCAG/FCS.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS**, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

## **ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES**

---

### **15.1. Forme des notifications et des informations**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens dématérialisés permettant d'attester la date de réception.

Conformément aux dispositions applicables aux procédures lancées à compter du 1er octobre 2018, tous les échanges durant la procédure de passation et l'exécution d'un marché public doivent être dématérialisés.

En conséquence, tous les échanges ci-après devront avoir lieu sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- la mise à disposition des documents de la consultation
- la réception des candidatures et des offres
- les questions/réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes de compléments, les échanges relatifs à la négociation
- la notification des décisions
- la publication des données essentielles

Ils ne pourront se faire par d'autres supports.

A titre exceptionnel, en cas d'indisponibilité durable de la plate-forme certaines communications, autres que celles énumérées ci-dessus, pourront être adressées à l'adresse suivante :

**[mp.sar.ca-papeete@justice.fr](mailto:mp.sar.ca-papeete@justice.fr)**

### **15.2. Langue**

L'usage de la langue française est obligatoire dans tous les documents et échanges écrits entre les parties.

### **15.3. Sous-traitants**

La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L 2193-1 à 14 et R 2193-1 à 22 du code de la commande publique.

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieur en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de ces derniers. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Toute demande de sous-traitance est envoyée par mail à l'organisme acheteur.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/FCS, le représentant de l'acheteur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Le droit à paiement direct prévu par l'article R2193-10 du code de la commande publique est calculé sur le montant des prestations de chaque section.



Pour chaque sous-traitance de rang 1 :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire et le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution).
- Le montant de prestations est présenté, selon une décomposition en correspondance avec la décomposition prévue au marché.
- Une copie des assurances responsabilité civile,
- RIB (paiement direct)
- Déclaration des capacités techniques et financières du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4, l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

#### **15.4. Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire du marché souscrira les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire fournira dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

#### **15.5. Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **ARTICLE 16 – RÉSILIATION DU MARCHÉ**

L'acheteur peut résilier le marché notamment dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D822-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 17 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES**

Pour tout différends pouvant naître de l'interprétation des stipulations du présent marché ou de son exécution, les parties s'engageront à rechercher préalablement une solution amiable.

A défaut, le litige relève de la compétence du tribunal administratif de la Polynésie française.

Aucun différend survenant entre l'administration et le titulaire ne peut être invoqué par ce dernier comme motif de suspension momentanée ou d'arrêt définitif de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 18 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations aux CCAG-FCS sont les suivantes :

Articles du CCAP introduisant une dérogation au CCAG-FCS	Objet de l'article	Articles du CCAG-FCS concernés
2	Documents contractuels	4.1
4.4	Titulaire de l'accord-cadre (changement d'interlocuteur)	3.4.1
9.3	Révision de prix	10.1.1
11.2	Admission des prestations	30.1
11.3	Rejet des prestations	30.2.1
14	Pénalités	14.1.3
15.3	Sous-traitances	3.6.2

## **ANNEXE CCAP - CHARTE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT**

---

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions suivantes pendant toute la durée du marché :

### **MOYENS MATÉRIELS**

- Limiter la fréquence des allées et venues des camions et engins de chantier.
- Contrôle anti-pollution des engins de chantier.
- Tous les engins devront subir un contrôle technique pour s'assurer de leur fiabilité. Le niveau sonore sera contrôlé et être conforme à la réglementation en vigueur. Aucun véhicule présentant un état d'usure avancé ne sera accepté sur le site du chantier.
- Un entretien régulier sera réalisé pendant toute la durée du chantier.
- Les dispersions de poussières seront évitées par des arrosages fréquents des terres non recouvertes.
- Les émissions de boue seront proscrites à l'extérieur du chantier.
- Un espace de nettoyage des véhicules sera mis en place à la sortie du chantier.
- La préfabrication à l'extérieur du chantier devra être systématique.
- Interdiction de jets de matériel, de fourniture et autres.

### **MOYENS HUMAINS**

- Les ouvriers devront utiliser uniquement les lieux de vie et les installations sanitaires.
- Pas d'animaux domestiques autorisés sur le chantier.
- Tous les repas devront être pris dans les zones autorisées.
- Respecter un environnement sonore correct, l'utilisation d'appareils sonores est proscrite.
- Une tenue correcte est exigée sur le chantier.
- Il est interdit notamment l'introduction, la fabrication et la consommation d'alcool ou de drogue.
- Le port de vêtement permettant la reconnaissance de l'entreprise est exigé (gao, t-shirt, ...).
- Le stationnement de véhicules particuliers à l'intérieur du chantier n'est pas autorisé sans accord préalable du maître d'œuvre.

### **GESTION DES DÉCHETS ET EAUX USÉES**

- Une zone spécifique pour les déchets et leur tri sera délimitée (suivant plan de gestion des déchets) et devra être respectée.
- Tous les déchets dangereux doivent être stockés à l'abri de la pluie, du soleil (risques de montée en température, d'inflammation et d'évaporation), conteneurisé, sur un sol étanche avec rétention.
- Tous les déchets légers doivent être protégés du vent (risque d'envol des cartons, des plastiques, des polystyrènes, ...) par des zones grillagées et/ou des contenants fermés, et/ou des abris de benne, etc.
- Tous les déchets recyclables facilement attaqués par les intempéries doivent également être protégés de la pluie (typiquement, le carton).
- Interdiction de déverser des eaux usées hors du système de collecte aménagé à cet effet.
- Interdiction de rejeter dans le réseau d'eaux usées tous les produits liquides (hydrocarbures, résidus de peinture, de colle, de vernis, acides, etc.) hors alimentaires et eaux vannes.

### **PRODUITS DE CONSTRUCTION**

- Tous les produits employés à l'intérieur du bâtiment feront l'objet de fiches (COV, formaldéhydes).